

RECHERCHES

Ayira KOREM

Université de Lomé, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
Département d'Economie, Togo.
Mail: korem_son@yahoo.fr

DÉTERMINANTS MACROÉCONOMIQUES ET MONÉ- TAIRES DU CHÔMAGE DANS LES PAYS DE L'UNION ECONOMIQUE ET MONÉTAIRE OUEST-AFRICAINE (UEMOA)

Résumé

L'objectif de cet article est de faire ressortir les déterminants macroéconomiques et institutionnels de court et long terme du chômage dans les pays de l'UEMOA. Partant des tests de stationnarité et de coïntégration en panel, cet article recourt à un modèle autorégressif à retards distribués. Des résultats, il ressort qu'à court terme, le taux d'inflation, le taux de change et la stabilité du gouvernement expliquent le niveau du chômage dans les pays de l'UEMOA. Par ailleurs, à long terme, le taux de chômage est expliqué par la productivité du travail, le taux d'inflation, les dépenses publiques, la corruption et la responsabilité démocratique. Ces résultats confirment la courbe de Phillips qui prédit une relation négative entre l'inflation et le chômage à court terme et soutiennent la thèse de Friedman (1968) et Phelps (1968) selon laquelle il n'existe pas d'arbitrage à long terme entre l'inflation et le chômage.

Mots clés : Chômage, déterminants, inflation, modèle ARDL, UEMOA

Abstract

The main objective of this article is to bring out the short and long-term macroeconomic and institutional determinants of unemployment in the WAEMU countries. Starting from panel unit root and cointegration tests, this article uses an Auto Regressive Distributed Lag model (ARDL). The results show that, in the short term, the inflation rate, the exchange rate and government stability explains the level of unemployment in the WAEMU countries, but in the long term labor productivity, inflation, public spending, corruption and democratic accountability are the main determinants of unemployment in the WAEMU countries. These results confirm the Phillips curve that predicts a negative relationship between inflation and unemployment in the short term and support the thesis of Friedman (1968) and Phelps (1968) that there is no trade-off between inflation and the unemployment.

Keywords: Unemployment, determinants, inflation, ARDL model, WAEMU

JEL Classification: E24, J21

1. Introduction

Le chômage est un problème majeur pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté et intéresse tant les chercheurs que les décideurs depuis longtemps et même de nos jours (Sussman, 1965 ; Zerbo 2006 et Moussavou, 2017). Le débat sur la nature du chômage oppose de longue date ceux pour qui l'insuffisance de la demande est la source principale du chômage à ceux pour qui les contraintes d'offre à savoir la rigidité du salaire réel et l'insuffisance de la rentabilité du capital sont les facteurs essentiels. Les premiers considèrent que le chômage est de nature keynésienne, tandis que les seconds pensent qu'il est de nature classique. Ces deux grandes représentations polaires du marché du travail s'opposent moins fortement qu'elles ne se complètent. La vision keynésienne est pertinente sur courte période, tandis que la vision classique est celle prévalant sur longue période (Malinvaud, 1977).

En d'autres termes, l'évolution du chômage est déterminée par l'évolution de la demande agrégée à court terme, tandis qu'à long terme le taux de chômage converge vers un niveau d'équilibre, qui s'établit en l'absence de chocs macroéconomiques. Il est lié

à tout ce qui éloigne le marché du travail de la flexibilité parfaite. Les développements théoriques récents sur le marché du travail ont enrichi considérablement l'analyse des déterminants du taux de chômage d'équilibre. Dans ce nouveau cadre d'analyse, les structures ou les institutions du marché du travail jouent un rôle primordial. Il s'agit du système d'assurance chômage (Garibaldi et Brixiova, 1998) et le service public de l'emploi etc. Pour cette raison, on le désigne souvent sous le nom de taux de chômage structurel. Le taux de chômage structurel est le taux en deçà duquel on ne peut passer durablement sans spirale inflationniste dans les conditions actuelles, notamment en ce qui concerne le fonctionnement du marché du travail et de ses institutions. L'analyse économique accorde de l'importance à l'étude des déterminants du chômage, parce qu'il constitue un frein au développement économique. Avec la récurrence des crises financières, les travaux sur les déterminants du chômage deviennent une préoccupation aussi bien pour les pays développés (Blanchard, 1999) que pour les pays en développement (Ouédraogo, 2017 ; Moussavou, 2017).

De nouveaux travaux sur l'explication du chômage indiquent que la performance du marché du travail est influencée par deux grandes catégories de facteurs à savoir les institutions du marché du travail et les chocs macroéconomiques. Dans ce contexte trois approches ont été élaborées. La première repose uniquement sur les institutions et la réglementation du marché du travail (Nickell, 1997 ; Bassanini et Duval, 2006). La deuxième indique que le chômage est causé principalement, par une interaction entre les chocs macroéconomiques et les institutions (Blanchard et Wolfers, 2000). La troisième fournit une autre explication réunissant les deux premières (Nickell et al, 2005). De ce fait, les travaux en économie se sont orientés à partir des années 90 vers le rôle joué par les institutions et par le fonctionnement du marché du travail et des autres marchés. Même si ce rôle est davantage controversé que celui des chocs, les institutions offrent des éléments explicatifs suffisants pour rendre compte des différences observées entre les taux de chômage d'un pays à l'autre. Elles auraient pu jouer un rôle important, en influençant directement le taux de chômage ou de manière indirecte en amplifiant ou au contraire en atténuant les effets des chocs macroéconomiques sur le taux de chômage. En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau International du Travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions : (i) être sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé au moins une heure durant une semaine de référence ; (ii) être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et (iii)

avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

Le problème du chômage peut être analysé à court et à long termes. À court terme, un taux de chômage conjoncturel ou cyclique est un taux de chômage qui varie en fonction de la conjoncture autour du taux naturel et qui est lié aux fluctuations économiques de court terme. Par contre à long terme, le taux naturel de chômage est un taux de chômage normal dans une économie qui ne disparaît pas automatiquement. Les avantages de maintenir un taux d'inflation peu élevé doivent être compensés par les coûts d'une telle mesure. Ceux-ci dépendent, évidemment, des moyens mis en œuvre pour lutter contre l'inflation. Cependant, quels que soient les instruments spécifiques utilisés, la lutte contre l'inflation entraîne généralement une augmentation du taux de chômage, du moins dans le court terme (Phillips 1958) avec un risque de ralentissement de la croissance et donc une augmentation du niveau de chômage à moyen terme. L'évolution du chômage de long terme affecte le niveau de chômage structurel via les effets d'hystérèse du chômage dont les impacts négatifs sur la croissance économique ont été identifiés dans de nombreux travaux du fait notamment de la perte de capital humain qu'il induit (Ball, 2014 ; Gali, 2012 ; Bruneau et al , 2012). La littérature identifie comme principaux déterminants du chômage, le niveau d'inflation (Phillips, 1958 ; Umair et Ullah, 2013 ; Trimurti et Komalasari, 2014), les dépenses publiques (O'Nwachuchu, 2017), la productivité du travail (Bouriche, 2013), les institutions (Nickell et Layard 1999 ; Ouattara, 2011 ; Abdoulaye, 2016), le niveau de production (Samuelson et Nordhaus, 2000 ; Oniore et al, 2015).

Dans les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), deux groupes de pays se dégagent. Le premier groupe de pays est constitué du Bénin, du Burkina Faso et du Niger dont les taux de chômage varient en moyenne entre 1% et 4% cette dernière décennie. Le second groupe constitué du Togo, de la Guinée Bissau, du Mali, de la Côte d'Ivoire et du Sénégal dont le taux de chômage moyen est compris entre 6% et 10% sur les dix dernières années. Parmi les pays de l'UEMOA, le Sénégal a le taux de chômage le plus élevé avec une moyenne de 10% ces cinq dernières années soit près du double de la moyenne de l'Union (Banque Mondiale, 2017). Selon la commission de l'UEMOA (2015) sur sept villes, le nombre de chômeurs au sens du BIT est estimé à 460 000 personnes, ce qui correspond à un taux de chômage de 11%. Deux groupes de villes peuvent être distingués : celles dont le

taux de chômage est relativement faible, à savoir Cotonou, Lomé et Bamako (de 5% à 8%) ; et celles où l'on enregistre un taux de chômage à deux chiffres, supérieur à la moyenne régionale : Dakar (12%), Niamey (13%), Abidjan (14%) et Ouagadougou (15%). C'est évidemment le secteur informel qui occupe la première place : 76 % des actifs occupés y sont employés (entre 71% à Niamey et 81% à Lomé). Le secteur privé formel vient en deuxième position avec 14% des emplois. Enfin, seulement 8% des actifs occupés travaillent dans le secteur public. La part congrue de l'emploi public, alors même que du fait de la centralisation, une grande partie de l'administration de chaque pays est concentrée dans la principale agglomération, fait tomber l'idée reçue d'un secteur public hypertrophié. Cette structure par secteur institutionnel présente de remarquables similitudes entre les villes. C'est à Abidjan que le secteur privé formel est le plus développé, mais il ne compte que 18% des emplois ; Dakar venant en second. Niamey affiche la plus grande concentration d'emplois publics, mais ceux-ci ne comptent que pour 15% de l'emploi total. Enfin, Cotonou et Lomé constituent les espaces de prédilection du secteur informel avec plus de 80% des emplois ; mais cette proportion n'est jamais inférieure à 71% (Niamey). De ces constats, il ressort que le chômage reste une préoccupation majeure des pouvoirs publics dans les pays de l'UEMOA et ces pays devraient mettre en place des politiques efficaces pour lutter contre le chômage et le sous-emploi. Dans ce souci, il est important de connaître les principaux facteurs qui déterminent le niveau du chômage dans cette zone.

La question fondamentale de cet article est de chercher à savoir quels sont les déterminants macroéconomiques du taux de chômage dans les pays de l'UEMOA. L'objectif du présent article est de faire ressortir les déterminants macroéconomiques et institutionnels de court et long terme du chômage dans les pays de l'UEMOA. L'intérêt de cet article se situe à deux niveaux : (i) d'abord il permettra d'enrichir la littérature existante sur les questions du chômage dans les économies en développement, (ii) ensuite cet article analyse les déterminants macroéconomiques du chômage total et des jeunes dans les pays de l'UEMOA en intégrant des variables institutionnelles.

Outre l'introduction, cet article présente une revue de littérature dans la deuxième section. La méthodologie fait l'objet de la troisième section. Les résultats sont présentés et discutés dans la quatrième section. La cinquième section constitue la conclusion.

2. Synthèse des travaux sur les déterminants macroéconomiques et institutionnels du chômage

La revue de littérature synthétise les travaux empiriques sur les déterminants du chômage et expose les résultats controversés dans les pays en développement.

2.1 Travaux empiriques

Sur le plan empirique, la littérature est très riche sur les travaux portant sur les déterminants du chômage. Phillips (1958) à travers sa courbe, teste d'une manière empirique les fluctuations à moyen terme du chômage et de l'inflation autour de leur évolution tendancielle. Selon Phillips, en luttant contre le chômage, cela entraîne une inflation élevée. Lorsque le chômage est élevé, on dit qu'il y a une offre excédentaire de travail. Cet excès au niveau de l'offre de travail exerce une pression à la baisse sur les salaires, ce qui se manifeste par une inflation faible. Inversement, si le chômage est faible, cela signifie que les employeurs ont des difficultés à trouver de la main d'œuvre. Ainsi, la faiblesse de l'offre de travail pousse les salaires à la hausse et, si ces hausses de salaires sont répercutées dans les prix, c'est l'inflation qui augmente. Cette approche traduit l'idée d'un dilemme entre le chômage et l'inflation. La relation entre l'inflation et le chômage a été aussi étudiée par Friedman (1968) et Phelps (1968). Ces auteurs remettent en cause l'existence d'un arbitrage entre l'inflation et le chômage tel que proposé par Phillips (1958). En prenant en compte la manière dont les anticipations d'inflation se forment, ils montrent qu'il n'existe pas d'arbitrage à long terme, tandis qu'à court terme, il existe un arbitrage mais entre la variation du taux d'inflation et le taux de chômage.

D'autres théories économiques ont été mobilisées pour analyser les déterminants du chômage. C'est par exemple, le cas de la théorie de la loi d'Okun (1962). Cette loi suppose un lien de toute première importance entre le marché des produits et le marché de travail et décrit la liaison entre les mouvements de court terme du produit intérieur brut réel et les variations du chômage (Samuelson et Nordhaus, 2000). En effet, selon cette loi, il existe une relation empirique entre les écarts de croissance de la production autour de sa tendance et les variations du taux de chômage. Ce qui montre qu'en dessous d'un certain seuil de croissance, le chômage augmente; au-dessus de ce seuil, il diminue à élasticité constante. Les travaux de Nickell et Layard (1999), se sont orientés vers un modèle de type fixation des salaires/fixation des

prix. Ces travaux trouvent que les institutions interagissent les unes avec les autres dans leur impact sur l'emploi et le chômage global. Dans cette lignée, les travaux de Belot et van Ours (2004) relèvent que ces interactions reflètent deux groupes de mécanismes, les politiques et les institutions qui affectent l'élasticité à l'emploi ainsi que l'impact marginal sur la demande de main-d'œuvre d'une modification donnée des salaires réels. Nicoletti et al. (2001) ; Nicoletti et Scarpetta (2005) de leurs côtés, constatent que les réformes des marchés de produits améliorent la performance du marché du travail dans les pays européens. Amisano et Serati (2003) ont investigué sur les différences de résilience aux chocs de la production et de l'emploi d'un pays à l'autre, notamment entre les États-Unis et les pays d'Europe continentale. Ils soulignent que leurs résultats sont cohérents avec l'idée selon laquelle, les interactions entre institutions et chocs ont contribué à déterminer les évolutions de l'emploi sur les dernières décennies. D'autres études macro économétriques sur les déterminants du chômage ont également donné des résultats mitigés. Scarpetta (1996) ; Nickell (1997); Green et Hendershott (2001) ; Nickell et al. (2005) obtiennent d'une part, un effet favorable sur le chômage global des dépenses au titre des politiques actives du marché du travail et d'autre part, un effet défavorable du taux d'accession à la propriété.

2.2. Des résultats controversés pour les pays en développement

Des auteurs se sont intéressés aux déterminants du chômage dans les pays en développement et particulièrement en Afrique. Les résultats restent mitigés selon les pays et selon les méthodes utilisées

Nombre d'auteurs ont trouvé une relation négative entre le chômage et l'inflation. Afzal et Awais (2012) à partir des moindres carrés ordinaires aboutissent à une relation négative entre le chômage et l'inflation au Pakistan. Maqbool et al (2013) trouvent des résultats similaires sur le Pakistan. Pour ces auteurs, le PIB, la population, l'inflation et les IDE sont les déterminants du chômage au Pakistan à court et à long terme sur la période 1976 – 2012. Ces auteurs montrent également que le niveau d'éducation influence le chômage de long terme puisque les personnes ayant une éducation supérieure retrouvent un emploi en cas de licenciement. Ce dernier résultat est soutenu par les travaux de Nickell (1979) pour qui toute augmentation du niveau d'éducation réduit la durée du chômage. Eita et Ashipala (2010) montrent qu'il existe une relation

négative entre le chômage et l'inflation en Namibie sur la période 1971 – 2007 en utilisant le modèle à correction d'erreur en deux étapes de Granger. Cheema et Atta (2014) utilisent un modèle autorégressif à retards distribués et montrent que le capital fixe et le degré d'ouverture affectent négativement le niveau du chômage au Pakistan entre 1973 et 2010. Selon O'Nwachuchu (2017), les déterminants du chômage au Nigeria sont les dépenses publiques, l'inflation et la population sur la période 1980-2016. Selon cet auteur toute augmentation des dépenses publiques et de la population accroît le niveau du chômage au Nigeria alors que par contre toute hausse du niveau d'inflation réduit le taux de chômage confirmant ainsi la relation inverse entre le chômage et l'inflation de Phillips. Pour Oniore et al (2015), le taux de croissance du PIB, le taux d'inflation, le degré d'ouverture et l'investissement privé domestique sont les principaux déterminants du chômage à court terme au Nigeria. Kemi et Dayo (2014) testent la loi d'Okun à partir d'un modèle à correction d'erreur et trouvent qu'il existe une relation de court et long terme entre le chômage et la croissance économique au Nigeria. Onwioduokit (2006) a également montré l'existence d'une relation négative entre le chômage et l'inflation au Nigeria. Pour Bakare (2011), la demande et l'offre du travail, la population, l'inflation, l'investissement et le taux de salaire sont les principaux déterminants du chômage urbain au Nigeria de 1978 à 2008. Nwosa (2014) trouve que les dépenses publiques affectent positivement le chômage au Nigeria sur la période 1981-2011.

Cependant, d'autres auteurs trouvent dans leurs travaux que l'inflation affecte positivement le chômage. Trimurti et Komalasari (2014) trouvent une relation positive entre l'inflation et le chômage en Indonésie remettant en cause les prédictions théoriques de la courbe de Phillips.

Par ailleurs certains travaux concluent qu'il n'existe pas de relation entre le chômage et l'inflation. Umair et Ullah (2013) à partir des données longitudinales sur la période 2000-2010 concluent que l'inflation n'affecte pas significativement le PIB et le chômage même s'il existe une forte présomption d'une corrélation positive entre les deux variables au Pakistan. Dans ses travaux sur les déterminants du chômage en Algérie, Bouriche (2013) confirme l'existence d'une relation de co-intégration, entre le taux de chômage, la productivité du travail, les dépenses nationales brutes et le taux d'escompte. Pour cet auteur, le taux de chômage n'est pas corrélé avec les importations, le taux d'inflation, le taux de change et les cotisations sociales en Algérie. Ces travaux aboutissent à la conclusion selon laquelle, la relation entre le

taux de chômage, la productivité du travail et le taux d'escompte n'est pas conforme aux énoncés théoriques bien qu'il existe un mécanisme à correction d'erreur.

Concernant les variables institutionnelles, Gyimah-Brempong (2002) dont les travaux ont porté sur un panel de données des pays africains a abouti à l'évidence que la corruption fait réduire la croissance économique, d'autant qu'il réduit le capital physique à injecter dans l'économie. Dans le même ordre d'idée, Mo (2001), a mis en évidence que la corruption affecte négativement la croissance par l'instabilité politique et une augmentation de 1% du niveau de corruption réduit de 0,72% le taux de croissance économique. Les travaux de da Silva et al. (2002) sur les influences de la corruption sur la croissance économique arrivent à la conclusion que la corruption est une "peste" pour les économies des pays en voie de développement. Pour eux, la corruption est caractérisée par le faible niveau de développement des institutions qui doivent protéger les droits des privés. Ainsi, il s'ensuit que le faible niveau des institutions de lutte contre la corruption accroît cette dernière et empiète sur les facteurs de production, en l'occurrence le capital. Fosu (1992) montre que l'effet de l'instabilité politique passe par l'investissement et l'accumulation du capital, pour affecter négativement les performances économiques. L'effet négatif de ces variables institutionnelles sur la croissance aura pour conséquence la baisse de la production qui induit l'augmentation du chômage. Ouattara (2011) trouve que la corruption est un facteur de surestimation du montant des investissements en Côte d'Ivoire et que ceux-ci ont des effets pervers sur la croissance économique et le chômage. Pour l'auteur, ce résultat confirme l'argument qui soutient que la corruption est un mal qu'il faut absolument combattre dans les pays de l'UEMOA. Il conclut que les effets pervers de la corruption et de l'instabilité sociopolitique ont affecté la gestion des structures de mobilisation de ressources et amenuisé les investissements privés des ménages et ont contribué à la hausse du chômage. Dans le même sens, Abdoulaye (2016) trouve que l'augmentation du niveau de corruption a des effets néfastes sur la démocratie et par ricochet sur le développement des pays de l'UEMOA.

Généralement, dans les pays de l'UEMOA, les travaux portent sur les déterminants microéconomiques du chômage utilisant les données nationales d'enquête et très peu d'études portent sur les déterminants macroéconomiques. C'est l'une des raisons pour lesquelles cet article est d'un grand intérêt dans un contexte où le taux de chômage est un défi majeur pour tous les pays de l'union. Sur le plan méthodologique, certains auteurs ont utilisé soit les moindres carrés ordinaires (O'Nwachukwu, 2017 ; Nwosa,

2014 ; Bakare, 2011), soit le modèle à correction d'erreur (Oniore et al. 2015 ; Maqbool et al, 2013 ; Eita and Ashipala, 2010), soit le modèle autorégressif à retards distribués (Cheema et Atta, 2014). Egalement la majorité des études ont porté sur un seul pays et se sont uniquement intéressées aux déterminants du chômage de court terme. Parmi les variables utilisées dans la littérature ne figurent pas souvent les variables institutionnelles qui peuvent être déterminantes dans l'explication du chômage surtout dans le cas des pays en développement qui ont des problèmes de gouvernance institutionnelle. Cet article au-delà des variables macroéconomiques utilisées dans la littérature tient compte des variables institutionnelles.

On peut noter au regard de ce qui précède que les variables telles que le taux d'inflation, le taux de change, la productivité des facteurs, les dépenses publiques, la corruption etc. sont les variables macroéconomiques qui déterminent le taux de chômage dans une économie. C'est pour vérifier ces faits théoriques dans le cadre des pays de l'UEMOA que cet article est rédigé ajoutant aux variables classiques du chômage des variables institutionnelles qui peuvent expliquer le niveau de chômage surtout dans les pays africains.

3. Méthodologie

La présente méthodologie expose le cadre théorique sur les déterminants du chômage permettant d'aboutir au modèle empirique. La méthode d'estimation et la source des données sont présentées ensuite.

3.1. Cadre théorique

Plusieurs études empiriques ont analysé les déterminants du taux de chômage surtout dans les pays en développement et en Afrique subsaharienne plus précisément. Ces études ont utilisé des modèles reposant pratiquement sur l'influence de deux grandes catégories de facteurs, les uns sont liés aux institutions du marché du travail et les autres sont relatifs aux chocs macroéconomiques. Dans le modèle de base de Blanchard et Wolfers (2000), les chocs sont observables, et interagissent avec les institutions du marché du travail selon la relation suivante :

$$U_{it} = C_i + \left(\sum_k \alpha_k Y_{kit} \right) \left(1 + \sum_j \beta_j X_{ij} \right) + e_{it} \quad (1)$$

Avec : U_{it} : le taux de chômage dans un pays donné i à une date t ; C_i des effets fixes pays ; Y_k : les chocs macroéconomiques (le ralentissement de la croissance de la productivité globale des facteurs, le taux de change, l'inflation, le degré d'ouverture, les IDE, la corruption etc.) ; X_j : les institutions du marché du travail, (comprennent le taux de remplacement, le taux de croissance de la population, la durée des prestations de chômage, les dépenses en politiques actives en faveur de l'emploi, le degré de rigueur de la réglementation de l'emploi, le coin fiscal, le taux de syndicalisation, les dépenses publiques et le degré de coordination syndicale). Le FMI (2003), Nickell et al (2005), OCDE (2006) vont utiliser ce modèle de base pour évaluer les déterminants du chômage dans un certain nombre de pays développés et en développement.

3.2. Modèle empirique

Partant du modèle théorique qui établit une relation entre le taux de chômage et un certain nombre de facteurs notamment les variables macroéconomiques et les institutions du marché du travail, la spécification de l'équation du chômage est inspirée des travaux de Bouriche (2013) et Moussavou (2017) qui ont montré qu'au niveau macroéconomique, la productivité des facteurs, l'inflation, le taux de change et les dépenses publiques sont les principaux déterminants du chômage dans les pays africains. Mais de récents écrits mettent l'accent sur le rôle déterminant des variables institutionnelles dans l'explication du niveau du chômage dans les pays en développement (Alesina et al, 1996 ; Easterly et Levine, 1997). Ainsi, cet article retient au-delà des déterminants classiques du chômage trois variables institutionnelles notamment l'indice de corruption, l'indice de responsabilité démocratique et l'indice de stabilité du gouvernement.

Le modèle empirique se présente comme suit :

$$\text{Log}(U_{it}) = \alpha_0 + \alpha_1 \text{Log}(PT_{it}) + \alpha_2 \text{Log}(INF_{it}) + \alpha_3 \text{Log}(TC_{it}) + \alpha_4 \text{Log}(DP_{it}) + \alpha_5 \text{Log}(COR_{it}) + \alpha_6 \text{Log}(RESDEMO_{it}) + \alpha_7 \text{Log}(STABGOUV_{it}) + \mu_i + \tau_t + \varepsilon_{it} \quad (2)$$

Où U est le taux de chômage du pays, PTF la productivité du travail, INF le taux d'inflation, TC le taux de change du franc CFA par rapport au dollar US, DP les dépenses publiques, COR l'indice de la corruption, $RESDEMO$ l'indice de responsabilité démocratique, $STABGOUV$ l'indice de stabilité du gouvernement, i désigne le pays et t l'aspect temporel.

Le taux de chômage (U) mesuré par la part des chômeurs dans la population active basé sur la définition du BIT. Deux types de taux de chômage sont utilisés : le taux de chômage total et le taux de chômage des jeunes.

La productivité du travail (PT) est la valeur d'une unité de production par travailleur. On suppose qu'une hausse de la productivité du travail impliquerait une baisse du taux de chômage. En effet, une accélération à la hausse de la productivité du travail augmenterait le PIB potentiel, ce qui permettrait de produire plus avec le même nombre de travailleurs. Ceci diminuerait le coût du travail des entreprises et favoriserait la création d'emploi. L'accroissement de la productivité se traduirait également par des salaires plus élevés, ce qui augmente les demandes domestiques. Ainsi si les entreprises remarquent une augmentation de la demande de leurs produits, elles réagissent en augmentant la production et par conséquent l'emploi. Inversement, une faible croissance de la productivité signifie à terme une croissance de la production faible et une diminution de la demande intérieure qui à son tour, pousse l'emploi vers le bas.

L'inflation (INF) est mesurée par le taux de croissance de l'indice des prix à la consommation. Selon la théorie, il y a une relation négative entre l'inflation et le taux de chômage à court terme. Une augmentation inattendue des prix réduirait les salaires réels, menant à une augmentation de la demande de travail et une baisse du chômage. Les critiques ont affirmé que les travailleurs rationnels et bien informés rendaient compte que leurs salaires réels étaient en baisse et devraient demander une augmentation des salaires nominaux afin de compenser la hausse des prix. L'augmentation des demandes de salaire réel tend à inverser la baisse du chômage. A long terme, le taux de chômage tend vers un niveau qui est conforme avec un taux d'inflation stable, à savoir, le taux de chômage naturel ou le NAIRU.

Le taux de change (TC) est mesuré par le taux de change entre le franc CFA et le dollar US défini à l'incertain. Selon la théorie, il existe une relation négative entre le taux de change et le taux de chômage puisqu'une augmentation du taux de change pourrait avoir des retombées économiques positives en termes d'exportations, donc d'activité et par conséquent d'emplois et donc de baisse du taux de chômage.

Les dépenses publiques (DP) mesurées par la part des dépenses publiques en pourcentage du PIB. Une augmentation des dépenses publiques provoquerait une baisse du niveau du chômage par l'augmentation de la production nationale.

La corruption (COR) mesurée par l'indice de perception de la corruption fourni par le guide international du risque pays. Il est compris entre 0 (plus corrompu) et 6 (moins corrompu). Cet indice est reparamétré de façon à ce qu'un score élevé indique un niveau élevé de la corruption facilitant l'interprétation des résultats. Ainsi nous définissons la variable corruption utilisée ici. $COR = 6 - corruption$. Cette variable est positivement corrélée au taux de chômage. Selon la théorie, un niveau de corruption élevé réduit les investissements et donc tire la production à la baisse et par conséquent augmente le chômage.

L'indice de responsabilité démocratique (RESEMO) mesuré par la capacité des citoyens à formuler leurs demandes afin d'influencer le processus décisionnel, par exemple par le biais de processus électoraux. Fourni par le guide international du risque pays, cet indice va de 0 (gouvernement moins responsable) à 6 (gouvernement plus responsable). Selon la littérature, la gouvernance politique, économique et institutionnelle peut expliquer la réussite ou l'échec de certains modes de développement. Ainsi, plus de responsabilité démocratique attire plus les investissements privés permettant de créer plus d'emplois et donc de réduire le chômage. Donc théoriquement il existe une corrélation négative entre l'indice de responsabilité démocratique et le niveau du taux de chômage.

L'indice de stabilité du gouvernement (STABGOUV) mesuré par la capacité du gouvernement à exécuter ses programmes de développement déclarés dans sa politique et de sa capacité à rester au pouvoir. Fourni par le

guide international du risque pays, cet indice varie entre un score minimum de 0 (faible stabilité) à un maximum de 12 (stabilité élevé). L'indice de stabilité d'un gouvernement est négativement corrélé au niveau de chômage.

3.3. Données et méthode d'estimation

Les données utilisées dans cet article proviennent de la base de données de la Banque Mondiale (2018), de la base du Guide international du risque pays (2017) et de l'Organisation Internationale du Travail (OIT, 2017) et couvrent la période 1987 – 2017 pour raison de disponibilité. Elles couvrent six pays de l'UEMOA notamment le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

Les estimations du modèle empirique ont été effectuées en panel à l'aide d'un modèle autorégressif à retards distribués étant donné qu'il permet de ressortir simultanément les effets de court et long terme. Ce modèle aussi a l'avantage de ressortir les effets étalés sur plusieurs périodes entre plusieurs variables. Les variables ont été exprimées en logarithme. Etant donné que les variables sont des séries temporelles, l'analyse nécessite des tests de stationnarité et de cointégration en panel. Pour la stationnarité, les tests IPS, ADF et PP sont utilisés pour capter l'ordre d'intégration des séries temporelles. Le test de cointégration du résidu de Kao est utilisé pour vérifier l'existence de la relation de long terme.

Selon les statistiques descriptives (annexe A1), entre 1987 et 2017, le niveau le taux de chômage moyen dans les pays de l'UEMOA était de 6,54 globalement contre 9,81 chez les jeunes. Ces statistiques confirment les éléments factuels qui soulignent le niveau élevé du chômage des jeunes en Afrique de l'Ouest poussant certains à l'immigration. Sur la même période, le niveau d'inflation moyen est de 3,47%, le taux de change moyen est de 496 FCFA pour un dollar US, le niveau de corruption moyen est de 2,26 ; la responsabilité démocratique moyenne est de 2,86 et la stabilité du gouvernement est en moyenne de 7,42.

4. Résultats et discussions

Les résultats des tests de stationnarité et de cointégration sont présentés avant la présentation du modèle ARDL qui ressort les effets de court et long terme.

4.1. Tests de stationnarité des séries

Selon les résultats des tests de stationnarité (annexe A2), toutes les variables sont stationnaires en niveau sauf le taux de change, les dépenses publiques, la corruption et la stabilité du gouvernement qui sont stationnaires en différence première.

4.2. Test de cointégration

Pour vérifier l'existence de la relation de cointégration, le test de résidu de Kao est utilisé. Des résultats (annexe A3), il ressort que dans les deux modèles, les variables sont cointégrées et donc il existe une relation de long terme.

4.3. Résultats et discussions

Les résultats des effets de court et long terme des déterminants du chômage dans les pays de l'UEMOA sont présentés dans le tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1. Résultats de l'estimation des déterminants du chômage

Variable dépendante	Chômage total	Chômage des jeunes
COINTEQ01	-0,490**	0,505***
Equation de court terme		
DLOG(PT)	0,227	0,254
DLOG(INFLATION)	-0,108**	-0,071**
DLOG (TAUX DE CHANGE)	0,170***	0,157**
DLOG(DEPENSES PUBLIQUES)	0,569	0,450
DLOG(CORRUPTION)	-0,277	-0,243
DLOG(RESPONSABILITE DEMOCRATIQUE)	0,216	0,252
DLOG (STABILITE DU GOUVERNEMENT)	-0,310***	-0,244**
CONSTANT	0,954	2,481
Equation de long terme		
LOG(PT)	0,688***	0,554***
LOG(INFLATION)	0,339***	0,229***
LOG(TAUX DE CHANGE)	-0,174	-0,169
LOG (DEPENSES PUBLIQUES)	-1,228***	-1,517***
LOG(CORRUPTION)	0,272***	0,295***
LOG(RESPONSABILITE DEMOCRATIQUE)	-0,552***	-0,485***
LOG(STABILITE DU GOUVERNEMENT)	0,204	0,230

Source : Auteur

Note: ** et *** représente la significativité 5% et 1%.

Des résultats, il apparaît que les déterminants du chômage total et du chômage des jeunes varient entre le court et le long terme.

4.3.1. Déterminants de court terme

D'après les résultats, à court terme, le taux d'inflation, le taux de change et la stabilité du gouvernement expliquent le niveau du taux de chômage total et du taux de chômage des jeunes dans les pays de l'UEMOA.

A court terme, il existe une relation négative entre le taux d'inflation et le taux de chômage total et le taux de chômage des jeunes dans les pays de l'UEMOA. Une réduction du taux d'inflation de 10% accroît le niveau du taux de chômage total et du taux de chômage des jeunes respectivement de 1,08% et 0,71%. Ainsi, une augmentation du niveau général des prix dans les pays de l'UEMOA réduirait les salaires réels entraînant une augmentation de la demande de travail et donc une baisse du chômage. Ce résultat confirme la courbe de Phillips qui prônent une relation inverse entre le taux de chômage et l'inflation à court terme dans les pays de l'UEMOA. Ce résultat confirme ceux de Eita et Ashipala (2010) sur la Namibie et de O'Nwachuchu (2017) sur le Nigéria.

Toute appréciation du dollar US par rapport au franc CFA de 10% fait augmenter le taux de chômage total et le taux de chômage des jeunes dans les pays de l'union respectivement de 1,70 et 1,57%. Ce résultat contre intuitif est non conforme à la théorie puisque normalement l'appréciation du taux de change devrait accroître les exportations de la zone qui feraient augmenter les productions nationales nécessitant plus de main d'œuvre et donc réduirait le chômage. Ce résultat peut se justifier par le fait que les pays de l'UEMOA exportent relativement peu et donc ne tirent pas encore profit des avantages liés à l'appréciation du dollar US par rapport au franc de la zone monétaire. Aussi, est-il nécessaire de noter que les exportations agricoles des pays de l'UEMOA représentent près du quart des exportations de la zone (perspectives économiques en Afrique, 2017) alors que ce secteur crée plus de 60% des emplois en Afrique subsaharienne.

Enfin, les résultats soulignent qu'à court terme, la stabilité du gouvernement contribue à la réduction du niveau de chômage total et des jeunes. Toute augmentation de la stabilité du gouvernement de 10% réduit de 3,10% et 2,44% respectivement le taux de chômage total et le taux de chômage des jeunes dans les pays de l'UEMOA. Dans

l'UEMOA, la stabilité des gouvernements affecte positivement les performances économiques nécessitant plus de main d'œuvre. Ce résultat est similaire à celui de Barro (1991) pour qui les taux de croissance sont liés positivement à la stabilité politique du pays, laquelle croissance engendre la création d'emplois.

4.3.2. Déterminants de long terme

A long terme, les déterminants du taux de chômage sont la productivité du travail, le taux d'inflation, les dépenses publiques, la corruption et la responsabilité démocratique. Ces déterminants sont identiques que ce soit pour le taux de chômage total ou le taux de chômage des jeunes dans l'Union.

Toute augmentation de la productivité du travail de 10% à long terme fait accroître le taux de chômage total et le taux de chômage des jeunes dans les pays de l'UEMOA respectivement de 6,88 et 5,54%. Ce résultat est contraire à la théorie économique puisqu'en principe toute hausse de la productivité devrait faire baisser le niveau de chômage. Ce résultat peut s'expliquer par le fait que la croissance des économies de la zone n'est pas portée par les secteurs créateurs d'emplois.

A long terme, le taux d'inflation affecte positivement le taux de chômage total et le taux de chômage des jeunes dans les pays de l'UEMOA. Ainsi, la courbe de Phillips qui prône une relation inverse entre le taux de chômage et l'inflation sont remises en cause à long terme dans les pays de l'UEMOA. Ce résultat est conforme à celui de Trimurti et Komalasari (2014) en Indonésie et est conforme au postulat de Friedman (1968) et Phelps (1968) qui montrent que la prise en compte de la manière dont les anticipations d'inflation se forment, fait qu'il n'existe pas d'arbitrage à long terme entre le taux d'inflation et le taux de chômage.

Toute hausse des dépenses publiques dans les pays de l'UEMOA de 10% réduirait le niveau du taux chômage total et du taux de chômage des jeunes de 12,28% et 15,17% respectivement. Ainsi, toute hausse des dépenses publiques provoque une augmentation de la production nécessitant plus d'emplois avec pour corollaire la baisse du chômage dans les pays de l'Union. Ce résultat conforme aux prédictions théoriques montre l'importance des dépenses publiques en tant que moteur de croissance dans les pays de l'Union. Les pouvoirs publics devraient mettre un accent particulier sur le multiplicateur keynésien des dépenses publiques pour lutter efficacement contre le chômage surtout le chômage des jeunes. Ce résultat est similaire à ceux de Bouriche (2013) sur l'Algérie et Moussavou (2017) sur le Congo Brazzaville.

Aussi, les résultats mentionnent que plus le niveau de corruption dans les pays de l'UEMOA est élevé, plus le niveau de chômage total augmente confirmant ainsi la théorie économique et les résultats empiriques de Beliamoune-Lutz et Ndikumana (2007). Une augmentation de l'indice de corruption de 10% augmente le niveau du taux de chômage total et du taux de chômage des jeunes respectivement de 2,72% et 2,95% dans les pays de l'union. Il apparaît que la corruption prive les économies de l'UEMOA d'investissements nécessaires à la création de richesses. Ce résultat est similaire à celui de Ouattara (2011) pour qui la corruption est un facteur de surestimation du montant des investissements en Côte d'Ivoire et que ceux-ci ont des effets pervers sur la croissance économique et donc sur le chômage. Aboulaye (2016) trouve également que l'augmentation du niveau de corruption a des effets néfastes sur la démocratie et par ricochet sur le développement et la croissance des pays de l'UEMOA.

Des résultats, il ressort que toute augmentation de la responsabilité démocratique de 10% fait baisser le niveau du taux de chômage total et du taux de chômage des jeunes dans les pays de l'UEMOA de 5,52% et 4,85% respectivement. Ce résultat confirme la théorie selon laquelle plus un gouvernement a un niveau de responsabilité démocratique élevé, plus les investissements privés sont importants et donc un niveau de production plus élevé impliquant plus d'emploi et donc moins de chômage.

5. Conclusion

L'objectif de cet article était de faire ressortir les déterminants macroéconomiques et institutionnels de courts et long termes du chômage dans les pays de l'UEMOA. Partant des tests de stationnarité et de cointégration en panel, cet article recourt à un modèle autorégressif à retards distribués. Les principaux résultats obtenus permettent de tirer trois enseignements majeurs. Le premier est que le niveau d'inflation est un déterminant du chômage dans les pays de l'UEMOA et le sens varie selon qu'on raisonne à court ou à long terme. Ces résultats confirment la courbe de Phillips qui prédit une relation négative entre le taux d'inflation et le taux de chômage à court terme mais soutiennent la thèse de Friedman (1968) et Phelps (1968) selon laquelle la prise en compte de la manière dont les anticipations d'inflation se forment, fait qu'il n'existe pas d'arbitrage à long terme entre l'inflation et le chômage. Le deuxième

enseignement est que les économies de l'UEMOA devraient accorder une importance particulière à l'accroissement des dépenses publiques qui ont un effet multiplicateur keynésien important sur la réduction du taux de chômage. C'est donc le lieu d'inviter les pouvoirs publics de l'Union à privilégier les investissements publics dans leurs politiques budgétaires comme instrument de croissance et de lutte contre le chômage. Le troisième enseignement est que la qualité des institutions des pays de l'UEMOA affecte le niveau du chômage dans la zone. Ainsi, les résultats montrent que la corruption augmente le niveau de chômage dans les pays de l'UEMOA et il est donc important de lutter efficacement contre ce fléau dans la zone. Aussi, est-il nécessaire qu'il y ait une stabilité des gouvernements et une responsabilité démocratique pour attirer plus d'investisseurs étrangers pour créer plus d'emplois et donc réduire le chômage. A la lumière de ces résultats, les pouvoirs publics des pays de l'UEMOA devraient accroître les dépenses publiques et lutter efficacement contre la corruption et chercher la stabilité politique afin d'augmenter leurs niveaux de richesses et réduire le chômage surtout des jeunes.

ANNEXES

Annexe A1. Statistiques descriptives

	Mean	Maximum	Minimum	Std. Dev.	Obs
Chômage total	6.544938	12.23600	1.470000	2.887235	186
Chômage des jeunes	9.811271	15.51100	2.931999	3.840439	186
Productivité du travail	4871.078	10507.96	1969.971	2367.341	186
Inflation	3.471887	46.38607	-9.823833	6.983097	186
Taux de change	496.0272	733.0385	264.6918	132.0767	186
Dépenses publiques	109.4793	128.3316	83.51492	8.864752	186
Taux de croissance de la population	2.894210	4.033955	1.436474	0.503762	186
Corruption	2.258289	4.000000	0.000000	0.802724	186
Responsabilité démocratique	2.855187	5.000000	1.000000	1.009478	186
Stabilité du gouvernement	7.417189	11.00000	2.333333	2.035282	186

Annexe A2. Résultats des tests de stationnarité des séries

Variable	En niveau			Différence première			
	IPS	ADF	PP	IPS	ADF	PP	Conclusion
CHOMAGE TOTAL	-4,4***	41,9***	64,6***	-10,9***	112,1***	174,9***	I(0)
CHOMAGE_ JEUNES	-4,8***	46,2***	76,4***	-10,8***	111,4***	159,6***	I(0)
PRODUCTIVITE DU TRAVAIL	-0,5	21,3**	28,9***	-2,7***	26,9***	64,3***	I(0)
INFLATION	-6,6***	65,1***	96,5***	-11,9***	124,1***	147,9***	I(0)
TAUX DE CHANGE	-0,3	9,6	8,5	-5,8***	55,5***	101,6***	I(1)
DEPENSES PUBLIQUES	-0,9	18,1	18,7*	-9,1***	91,9***	162,2***	I(1)
CORRUPTION	-1,2	18,7*	12,2	-4,5***	43,2***	58,3***	I(1)
RESPONSABILITE DEMOCRATIQUE	-2,4***	23,6**	16,5	-5,9***	57,1***	64,8***	I(0)
STABILITE DU GOUVERNEMENT	-1,2	15,2	10,2	-4,8***	46,7***	57,7***	I(1)

Note : *, ** et *** représente la significativité à 10%, 5% et 1%.

Annexe A3. Résultat des tests de cointégration du résidu de Kao

	Chômage total		Chômage des jeunes	
	t-Statistic	Probabilité	t-Statistic	Probabilité
ADF	-3,53***	0,0002	-3,39***	0,0004
Variance résiduelle	1,01		1,98	
Variance HAC	0,38		0,68	

Note: *, ** et *** représente la significativité à 10%, 5% et 1%.

BIBLIOGRAPHIE

- Aboulaye D., (2016), “Démocratie et corruption dans les pays de l’UEMOA”, *Revue d’Economie Théorique et Appliquée*, Vol 6, No 1, pp 97 – 116.
- Afzal M. and S. Awais, (2012), Inflation-Unemployment Trade Off: Evidence From Pakistan, *Journal Of Global Economy*, Volume 8 No 1, January-March, 2012
- Alesina, Alberto, Sule Ozler, Nouriel Roubini, and Phillip Swagel (1996), “Political instability and economic growth”. *Journal of Economic Growth* 1(2): 189-211.
- Amisano G., M. Serati (2003), « What Goes Up Sometimes Stays Up: Shocks and Institutions as Determinants of Unemployment Persistence », *Journal of Political Economy*, Vol. 50, n° 4, pp 440 – 470
- Bakare, A.S. (2011), “The determinants of urban unemployment crisis in Nigeria: An Econometric Analysis”, *Journal of Emerging Trends in Economics and Management Sciences*, Vol. 2, No. 3, 184 -192
- Ball L. (2014), « Long term damage from the Great Recession in OECD countries », *NBER Working Paper*, n° 2018
- Banque Africaine de Developpement (2016), « Stratégie du Groupe de la Banque pour l’emploi des jeunes en Afrique 2016-2025 ».
- Banque Mondiale (2017), “World development indicator” 2017
- Banque Mondiale (2014), « L’emploi des jeunes en Afrique subsaharienne », Forum pour le développement de l’Afrique.
- Barro R. (1991) Economic growth in a cross section of countries. *The Quarterly Journal of Economics* 106(2):407–443
- Bassanini A et Duval.R, (2006), « les déterminants du chômage dans les pays de l’OCDE : une réévaluation du rôle des politiques et des institutions », *Revue économique* de l’OCDE, No 42.
- Baliamoune-Lutz, M. and L. Ndikumana (2007), “The Growth Effects of Openness to Trade and the Role of Institutions: New Evidence from African Countries.” Policy Discussion Paper no. 6, Institute for Economic Development, Boston University.
- Belot, M. and J. Van Ours (2004), “Does the Recent Success of Some OECD Countries in Lowering their Unemployment Rates Lie in the Clever Design of their Labour Market Reform?”, *Oxford Economic Papers*, Vol. 56, No. 4, pp 621 – 642.

- Benassy J.-P. [1975], « Neo-Keynesian Disequilibrium Theory in a Monetary Economy », *Review of Economic Studies*, 42, p. 503-23.
- Blanchard O. et J. Wolfers, (2000), «The role of shocks and institutions in the rise of European unemployment: the aggregate evidence», *Economic Journal*, vol.110, No 462, Mars, pp 1-33.
- Blanchard, O. (1999), “European Unemployment: The Role of Shocks and Institutions”, Baffi Lecture, Rome, January.
- Bouriche L. (2013), « Les déterminants du chômage en Algérie : une analyse économétrique (1980 – 2009) », Thèse de Doctorat en Sciences Economiques, Université AbouBekr Belkaid- Tlemcen.
- Bruneau C., Gilles C. et Nicolai J.-P. (2012), « Liens entre chômage de longue durée et croissance potentielle dans huit pays industrialisés : quelques estimations économétriques », mimeo
- Chemaa A. R. and Atta A. (2014), “Economic Determinants Of Unemployment In Pakistan: Co-Integration Analysis”, *International Journal Of Business And Social Science*, Vol. 5 No. 3; pp 209- 221.
- Commission de l’UEMOA (2015), « L’emploi, le chômage et les conditions d’activité dans les principales agglomérations de sept Etats membres de l’UEMOA », principaux résultats de l’enquête 1-2-3.
- Da Silva, M.G., Gracia G. et Bandiera A. (2002), “*How does corruption hurt growth?Evidences about the effects of corruption on factors productivity and per capita income*”. <http://hdl.handle.net/10438/1953>, consulté Aout 2018.
- Deon F. et L. Fox (2014), “*L’emploi des jeunes en Afrique subsaharienne*”, *Série forum pour le développement de l’Afrique*, Washington, DC, Banque Mondiale.
- Easterly, W. et R. Levine (1997), “*Africa’s Growth Tragedy: Policies and Ethnic Divisions*”, *Quarterly Journal of Economics*, 112 (4): 1203-50.
- Eita, J. H. and Ashipala, J. M. (2010), “*Determinants of unemployment in Namibia*”. *International Journal of Business and Management*, 5(10), pp 92–104
- FMI (2003), «Inemployment and labor market institutions: why reforms pay off, World Ecomic Outlook, Growth and Institutions», April.
- Fondation pour le renforcement des capacites en Afrique (2016), «Le défi du chômage des jeunes en Afrique », Document hors-série No 26, 2016.

- Fosu, A.-K. , (1992), “Political Instability and Economic Growth: Evidence from Sub-Saharan Africa”, *Economic Development and Cultural Change*, 40, 829-841.
- Friedman M. (1968), «The role of monetary policy», *American Economic Review*, Vol. 58, pp. 1-17.
- Gali J., (2012), « Unemployment in an estimated New Keynesian model », *NBER Working Paper*, n° 17084.
- Garibaldi P. et Z. Brixiova (1998), « Labor Market Institutions and Unemployment Dynamics in Transition Economies » *IMF Staff Papers*, vol 45 n°2, pp.269-308.
- Green, R.K. and P.H. Hendershott (2001), “Home-Ownership and Unemployment in the US”, *Urban Studies*, Vol. 38, No. 9, pp 1509-1520.
- Gyimah-Brempong, K. (2002), “Corruption, economic growth and income inequality in Africa.” *Economics of Governance* n°3 : pp.183-209.
- Kemi F. A. & Dayo B. O. (2014), “Unemployment And Economic Growth In Nigeria”, *Journal Of Economics And Sustainable Development*, Vol.5, No.4, 2014.
- Malinvaud, E. (1977), “The theory of unemployment reconsidered”. *Oxford: Basil Blackwell*.
- Maqbool B. N., Muhammad S. M., Tahir M. A. (2013), “*Determinants of unemployment, Empirical evidences from Pakistan*”, *Pakistan Economic and Social Review*, Vol. 51, No.2, 191-207.
- Messerlin P. (1995), « l’impact du commerce et des mouvements de capitaux sur le travail : une analyse du cas Français », *Revue Economique de l’OCDE* No 24.
- Mo, P. H. (2001), “Corruption and Economic Growth”; *Journal of Comparative Economics*, vol.29, : pp. 66-79.
- Moussavou F. (2017), “Les déterminants du chômage dans les pays en développement: Une application au cas du Congo Brazzaville », *Les cahiers du CED-IMES*, pp 11-28.
- Nickell S., (1997), «Unemployment and labor market rigidities: Europe versus North America», *Journal of Economic Perspectives*, vol. 11, no3, pp. 55-74.
- Nickell, S. (1979), “Estimating the probability of leaving unemployment”, *Econometrica*, No. 47, 1249-1266

- Nickell S., Nunziata L. et Ochel W., (2005), «Unemployment in the OECD since the 1960s: what do we know », *Economic Journal*, vol. 115, no 500, pp1-27.
- Nickell, S. and R. Layard (1999), “*Labor Market Institutions and Economic Performance*”, in O. Ashenfelter and D.Card (eds.) *Handbook of Labor Economics*. Vol. 3C, North-Holland, Amsterdam.
- Nicoletti, G., R.C.G. Haffner, S. Nickell, S. Scarpetta and G. Zoega (2001), “European Integration, Liberalisation and Labour Market Performance”, in G. Bertola, T. Boeri and G. Nicoletti (eds), *Welfare and Employment in a United Europe*, Cambridge, Mass.: The MIT Press.
- Nicoletti, G. and S. Scarpetta (2005), “Product Market Reforms and Employment in OECD Countries”, *ECD Economics Department Working Paper*, No. 472, December.
- Nwosa P.I. (2014), “Government Expenditure, Unemployment and Poverty Rates in Nigeria”, *JORIND*, Vol. 12, No. 1.
- O’nwachuchu C. I. (2017), “Determinants of the rate of unemployment in Nigeria”, *International Journal of Information Research and Review*, Vol 04, Issue 01, pp 3593 – 3595
- Oniore J. O., Bernard A. O. and Gyang E. J. (2015), “Macroeconomic determinants of unemployment in Nigeria”, *International Journal of Economics, Commerce and Management*, Vol 3, Issue 10, pp 215-230
- OECD (2006), *OECD Employment Outlook*, June, Paris.
- Okun A. (1962), “Potential GNP: Its Measurement and Significance”, in *The 1962 Proceedings of Business and Economic Statistics Section*, American Statistical Association.
- Ouattara W. (2011), « Corruption, investissement et croissance économique en Côte d’Ivoire », *Saving and Développement*, No 1, pp 55 - 73
- Ouedraogo A. S. (2017), « Etude comparée des déterminants de l’emploi des jeunes et des adultes au Burkina Faso » *Les cahiers du CEDIMES*, vol 11, No 2, pp 31- 44.
- Onwioduokit, E.A. (2006), “Character of Unemployment in Nigeria and its Links with the Macroeconomy”. West African Monetary Institute, Accra Ghana. The Nigerian Economic Society, selected papers for annual conference.
- Perspectives économiques en Afrique (2017), *Entrepreneuriat et industrialisation*, corédigé par la BAD, l’OCDE et le PNUD.

- Phelps E. (1968), «Money-Wage Dynamics and Labour Market Equilibrium», *Journal of Political Economy*, Vol. 76, pp. 678-711.
- Phillips A. (1958), «*The relation between unemployment and the rate of change of money wage rates in the united kingdom, 1861-1957*», *Economica*, Vol. 25, no2, p. 283
- Samuelson A. P., Nordhaus W. (2000), *Economie*, 16e éd, Economica.
- Scarpetta, S. (1996), “Assessing the Role of Labour Market Policies and Institutional Settings on Unemployment: A Cross-Country Study”, *OECD Economic Studies* No. 26, 1996/1.
- Sussman, M. B. (1965), “*Social Structure and the Family: Generational Relations*”, *chapitre Relationships of adult children with their parents in the United States*”. NJ : Prentice-Hall.
- Trimurti C. P. and Komalasari Y. (2014), « Determinants of Unemployment: Empirical Evidences from 7 Province in Indonesia”, *Scientific Research Journal*, Vol 2, Issue 8, pp 5-9
- Umair M. and Ullah R. (2013), “Impact of GDP and Inflation on Unemployment Rate: A Study of Pakistan Economy in 2000-2010”, *International Review of Management and Business Research*,
- Zerbo A. (2006), « Marché du Travail Urbain et Pauvreté en Afrique Subsaharienne : un modèle d'analyse », *Centre d'Economie du Développement, Université Montesquieu Bordeaux IV*.